

Gilles Martinet fait la sourde oreille

Gilles Martinet récidive. Il reprend ce qu'il intitule « son dialogue » avec le F.L.N. A la vérité il s'agit d'une discussion de sourds par la volonté du distingué rédacteur de « France Observateur » qui a grand soin d'éluider le fond du débat.

Les militants du F.L.N., au terme de trois années d'un dur combat, se plaignent que le mouvement ouvrier de la métropole et ce qu'il est convenu d'appeler la gauche refusent de leur accorder un soutien inconditionnel. Ces militants s'autorisent de ce fait incontestable pour mettre en doute la valeur de l'anticolonialisme affiché par les organisations métropolitaines. Constatant la collusion des grands partis ouvriers avec l'entreprise de la reconquête impérialiste et l'emprise de l'esprit colonialiste jusque dans de larges couches populaires, les militants algériens sont amenés à remettre en question le principe de l'identité des intérêts du prolétariat français et du peuple algérien.

Sans doute les rédacteurs d'« El Moudjahid » tirent-ils un certain nombre de conclusions absolues d'une situation caractérisée par un phénomène conjoncturel : la crise profonde du mouvement ouvrier français. Nous ne songeons pas un instant à fermer les yeux devant les dangers de semblables conclusions poussant à un ultranationalisme sans perspectives. Mais les erreurs d'appréciation des rédacteurs du F.L.N. sont singulièrement tempérées par le combat révolutionnaire que les militants algériens mènent effectivement, ce qui les différencie des maîtres és-socialisme qui trouvent de judicieux arguments pour prendre les distances voulues à l'égard de la Révolution algérienne.

En donnant tort aux Gilles Martinet nous ne cédonc à nulle démagogie. Les marxistes ont toujours attaché plus de valeur à l'action véritablement révolutionnaire qu'à la phrase socialiste, fut-elle bien intentionnée.

L'avenir socialiste de l'Algérie ne se rapprochera pas d'un pouce sous l'effet des exhortations venant de la métropole. Le socialisme ne s'exporte pas par dessus la Méditerranée à la pointe des bayonnettes. Il ne s'implanterait pas davantage par voie de catéchisation. La valeur d'exemple de l'action du prolétariat français soutenant efficacement et sans réserves la juste cause du peuple algérien renforcerait, par contre, tout naturellement les courants populaires algériens favorables au socialisme. Prêcher le socialisme sans donner l'exemple de la solidarité prolétarienne et de l'action révolutionnaire reviendrait à dire aux camarades algériens : faites ce que je vous dis mais ne faites pas ce que je fais.

L'origine du débat avec le F.L.N. est donc bien le décalage existant entre la forme avancée du combat antiimpérialiste mené par le peuple algérien et la passivité relative du prolétariat français paralysé par ses directions. Ce qui est grave, ce qui ne facilite pas le débat, c'est que ce décalage entre les peuples opprimés à la pointe du combat et la stagnation de la lutte des classes dans les grands pays capitalistes n'est pas tout récent mais est une des caractéristiques des dix dernières années. Nous avons vu cette situation paradoxale et alarmante : des peuples vivant dans le plus grand dénuement, socialement peu organisés, sont parvenus à se libérer du joug impérialiste au prix de longues luttes terriblement inégales, cependant que les puissants prolétariats fortement organisés des pays les plus avancés, loin de prêter main-forte aux peuples frères, ont renoncé à mettre à profit l'affaiblissement du capitalisme consécutif à la guerre. Les peuples colonisés se sont émancipés par leurs propres forces, en grande partie. Leur lutte s'est déroulée en champ clos, se répercutant puissamment dans la sphère du monde colonisé mais n'engendrant pas de grands combats dans les métropoles.

Toute politique comporte ses conséquences. Toute erreur, toute trahison se paye. Le refus délibéré des directions réformistes et stalinienne de mobiliser le prolétariat aux côtés des peuples opprimés en vue de mener l'assaut conjugué con-

tre la forteresse impérialiste ne pouvait qu'entraîner, entre autres, le morcellement des combats, le renforcement des courants nationalistes. Il ne s'agit pas de s'en alarmer après coup et d'incriminer les autres.

Les rédacteurs de « El Moudjahid » pensent que la pression des préjugés colonialistes et racistes largement répandus dans les masses françaises par l'enseignement fourni dès l'école primaire : « l'Algérie est la France » est si forte que les directions du mouvement ouvrier se voient contraintes d'y céder largement. A notre avis cette image ne correspond pas à la réalité. C'est rendre la partie trop belle à Mollet et à Thorez. Ce n'est tout de même pas pour que Mollet intensifie et éternise la guerre et envoie un demi-million de jeunes en Algérie que des millions de suffrages se sont portés sur les candidats socialistes, communistes et même mendsistes le 2 janvier 1956. Les électeurs communistes n'ont pas voté P.C.F. afin que Thorez vote les pouvoirs spéciaux deux mois plus tard. Il n'est que de se rappeler les ovations chaleureuses qui accueilleraient voici quelques années les groupes d'Algériens dans les défilés populaires du 1^{er} mai.

Nos camarades algériens peuvent observer que chacun de leur abandon par les dirigeants ouvriers de la métropole fut précédé par la trahison commise par ces mêmes dirigeants, à l'égard du prolétariat français. En 1937, l'interdiction de l'Etoile Nord-Africaine fut précédée par l'étranglement du magnifique mouvement de grève de 1936 et par le sauvetage du patronat français ; elle fut précédée par la « pause » de Blum et par le « il faut savoir terminer une grève » de Thorez.

En 1945 encore, le massacre de Sétif accompagnait la dissolution des milices populaires, des comités surgis dans la lutte pour la « libération » qui signifiait aux yeux des masses françaises le début de leur émancipation réelle et non le rétablissement du fatras capitaliste d'antan. Les ministres communistes s'acharnèrent à briser les grèves en France avant de se faire les complices du crime du Constantinois par leur présence au gouvernement. Thorez calomnia les militants ouvriers français (« la grève, l'arme des trusts »), en même temps qu'il traita les nationalistes algériens de fascistes.

Le cas n'est pas différent dans la situation actuelle depuis l'insurrection du 1^{er} novembre 1954. Tant que la crise du régime n'en est pas à son point le plus aigu, les dirigeants de la S.F.I.O. et du P.C.F. ne se privent pas d'employer dans

l'opposition un langage radical. Mais que la situation devienne alarmante, qu'approche l'instant où il faut trancher dans le vif, alors on voit ces bons Samaritains accourir avec empressement au chevet de la mère malade.

« El Moudjahid » a raison, « le problème algérien ébranle les bases mêmes de la République ». La révolution algérienne crée en France une situation révolutionnaire. Refusant de faire face aux tâches qui s'imposent dans une telle situation, désireux une fois de plus de colmater les brèches ouvertes dans le régime, Mollet et Thorez — chacun guidé par ses propres mobiles, chacun à sa façon — s'emploient à briser la Révolution algérienne. Une fois de plus le crime contre le peuple algérien découle de la trahison des aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière française et de ses intérêts immédiats. Tant il est vrai que les intérêts du peuple algérien et de la classe ouvrière française sont inséparables et qu'il est impossible de trahir l'un sans trahir l'autre.

A ces problèmes que soulèvent les articles de « El Moudjahid » : au reproche, amplement justifié à notre avis, qu'aucun des courants ouvriers français, à l'exception du nôtre, n'accorde à la Résistance algérienne un soutien inconditionnel, n'est inconditionnellement anticolonialiste, Gilles Martinet répond doctoralement tactique. Expert en toute chose, la sagesse faite homme, il distille du haut de sa chaire sa leçon portant sur les vertus de la souplesse et du compromis. Car Gilles Martinet a horreur des durs, des intransigeants. Ce sont pourtant ceux-là qui font les révolutions et qui ont sorti l'Algérie de l'impasse.

Les militants algériens seront reconnaissants à Gilles Martinet de ses éclairés conseils, ils lui ont toutefois déjà signifié qu'ils préféreraient une aide plus substantielle de nature à renforcer leur lutte et à hâter la déroute de l'impérialisme. A cela Gilles Martinet fait la sourde oreille. La défaillance du mouvement ouvrier français lui apparaît comme un « aspect psychologique du problème », alors que les événements sont profondément marqués de cette empreinte. Le rédacteur en chef de « France-Observateur » fournit aux Algériens la même réponse-alibi que « l'Humanité » : voyons, nous luttons bien contre la guerre d'Algérie, « des milliers de Français luttent effectivement pour la paix ». De la sorte on passe discrètement l'éponge sur la disproportion flagrante des sacrifices consentis respectivement par la Résistance algérienne et par le mouvement ouvrier français dans un combat censé être commun. On escamote du même coup le problème de l'objectif et du sens de la lutte : concourir activement à la défaite de l'impérialisme ou œuvrer à la naissance d'une bonne Union Française (que Martinet recouvre pudiquement d'une formule proche de celle qu'avance le P.C.F. : « l'association de peuples vraiment libres »).

Pour les marxistes révolutionnaires qui se placent sur le terrain de l'internationalisme prolétarien — et non sur celui du patriotisme français comme Gilles Martinet — l'indépendance est une condition suffisante pour justifier le soutien inconditionnel du peuple algérien. Le fait que ce peuple combat pour s'affranchir du joug impérialiste se suffit en lui-même, quelle que soit la direction du combat — fut-ce le Négus, le pape ou le diable. Il n'y a pas d'autre anticolonialisme véritable que celui-ci. Il n'y a pas d'autre antiimpérialisme que celui qui concourt à hâter la victoire complète de la juste cause des peuples opprimés. Le défaitisme révolutionnaire de Lénine conserve toute sa valeur.

Gilles Martinet fait la sourde oreille car il ne veut pas reconnaître que le mouvement ouvrier s'est éloigné de l'anticolonialisme conséquent du fait de son glissement sur des positions qui se situent au niveau du libéralisme bourgeois.

Robert LEBLOND.

La jeunesse montre la voie

Le 2 janvier 1958, à l'issue d'une Conférence se tenant à Tunis, les étudiants marocains, tunisiens et algériens ont scellé leur unité. Un Comité de coordination avait préparé de longue date la charte d'unification qui définit très nettement l'orientation et les buts de la Confédération :

« Considérant que l'unité nord-africaine est une réalité naturelle et historique et que, malgré les divisions artificielles en territoires distincts, nos communautés n'ont formé et ne forment qu'un seul et même peuple imprégné de la même civilisation et de la même culture, partageant le même destin et nourrissant les mêmes espoirs.

Considérant, qu'en tant qu'avant-garde puissante de la jeunesse, notre devoir est d'œuvrer pour l'unification du Maghreb.

Nous, étudiants, proclamons la création de la Confédération Nord-Africaine des Etudiants, préfiguration de la grande unité Nord-africaine. »

L'Algérie fut au centre des débats de la Conférence qui envisagea tous les moyens pour venir en aide à la Résistance. Saluons ce grand pas des étudiants du Maghreb et souhaitons que les syndicats parviennent à surmonter les obstacles et à réaliser à leur tour l'unification des trois centrales nord-africaines.